

ponse est évidente, de l'ONU. Dans quels cas ? Pour des raisons humanitaires, il me semble que la réponse est également évidente. Mais avec quelle logistique, avec quel budget, quelle coordination, avec l'OUA ? Voilà toute une série de questions difficiles que les chefs d'Etat africains ont décidé de faire tirer au clair par le Président Eyadema et j'ai indiqué à ce dernier que nous étions à sa disposition pour l'aider dans sa réflexion.

Q - Les Africains sont un petit peu hésitants sur ce projet. Certains se demandent, par exemple, si ça ne cache une volonté de désengagement de la France du continent ?

R - Ecoutez, c'est tout le contraire, puisque cette force ne pourrait fonctionner qu'avec un appui de la logistique donnée entre autres par la France. Mais il est vrai aussi que nous Français, souhaiterions y associer nos partenaires européens.

Démocratie et développement

Q - Sur la démocratie, est-ce que Biarritz maintient le cap donné à La Baule, est-ce qu'il n'y a pas des évolutions à apporter, est-ce que la présence, le retour sur la scène franco-africaine du général Mobutu n'est pas contradictoire avec le maintien d'un tel cap ?

R - Vous savez, pour ce que j'ai compris des décisions de La Baule c'est parfaitement clair. Il faut évidemment que les pays africains évoluent vers la démocratie. Il n'y a pas d'exception africaine, ces pays doivent, comme l'ensemble des pays du monde, évoluer vers un système de liberté, mais chacun à son rythme et chacun avec ses traditions, en respectant les transitions indispensables. Nous n'avons jamais voulu dire autre chose. D'ores et déjà depuis quelques années, des progrès considérables ont été faits, en matière de liberté des élections, en matière de multipartisme et on en a d'ailleurs vu les conséquences. Eh bien il faut poursuivre dans cette voie. Je suis en tout cas très confiant compte tenu de l'atmosphère qui règne dans ce sommet franco-africain, compte tenu de l'état d'esprit des dirigeants africains, je suis très confiant sur d'abord l'évolution économique du continent, également sur l'évolution politique et sur la prise de conscience des nécessités de la sécurité.

BIARRITZ, 8 NOVEMBRE 1994

Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique - Conférence de presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé

France - Afrique - démocratie et développement

La treizième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique s'est ouverte ce matin. Le premier grand sujet de cette conférence a été l'Etat de droit et la démocratisation en Afrique. Je voudrais, en m'exprimant sur ce sujet, m'inscrire en faux contre la morosité des analyses et la propension au dénigrement, qui est assez répandue, je dirais qu'on peut dresser un constat largement positif. Des progrès indéniables ont été accom-

plis depuis quelques années sur la voie de la démocratisation, après le très grand nombre d'élections qui se sont déroulées, présidentielles, législatives ou autres, dans des conditions tout à fait satisfaisantes. A preuve, et c'est un des événements forts de cette conférence, l'aboutissement du processus électoral en Afrique du Sud et la présence à notre réunion d'aujourd'hui de M. Mbeki et du Ministre Nzo, que j'avais reçu à Paris il y a quelques jours.

J'ajouterai que ce constat positif s'est accompagné d'une prise de conscience et que l'optimisme va de pair avec notre réalisme. Je veux dire par là que tout le monde est bien conscient maintenant que la démocratie doit progresser au rythme de chacun - il n'y a pas de calendrier préfabriqué, qui devrait s'imposer dans les mêmes termes à chaque pays. La deuxième chose qui est également clairement apparue, c'est que la démocratie, ce sont des élections, je viens d'en parler, mais que tout ne s'arrête pas avec les élections. Le processus est beaucoup plus long et beaucoup plus profond. La démocratie, c'est aussi - parfois après les élections - l'édification d'un véritable état de droit avec ce que cela implique d'équilibre des pouvoirs, notamment d'équilibre entre le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire. La démocratie, c'est aussi la transparence de la vie publique et le respect des minorités, qu'elles soient politiques ou ethniques, la démocratie c'est aussi la décentralisation du processus démocratique. Voilà donc des domaines où le travail est un travail de longue haleine. Il a été entrepris dans beaucoup de pays africains, et mérite bien sûr d'être poursuivi. J'ajoute que, lorsque certains pays connaissent des situations de crise larvée ou autre, la démocratie ne peut pas non plus se borner à donner intégralement le pouvoir à celui qui a gagné les élections. La démocratie c'est aussi parfois des processus de partage du pouvoir et de réconciliation nationale si l'on veut stabiliser véritablement la situation dans ces pays en crise. Enfin, nous avons souligné hier soir - ça n'est pas une idée tout à fait nouvelle, mais elle mérite d'être soulignée à chaque fois - le lien très étroit entre démocratie et développement.

Situation économique en Afrique - dévaluation du franc CFA - dette publique

Le deuxième grand sujet de discussions et de réflexion a été celui de la situation économique de l'Afrique. S'agissant des pays de la zone franc, nous avons dressé un bilan de l'après-dévaluation, qui peut toujours être considéré comme positif, bien que contrasté. Et nous avons rappelé, j'ai rappelé, à quel point la France maintenait son engagement en Afrique et pour le développement de l'Afrique. En donnant d'abord elle-même l'exemple : vous savez que nous rapprochons petit à petit de ce fameux objectif de 0,7 % du PIB. Nous n'en sommes plus si loin en France : 0,63 %. Et nous sommes le pays qui est au premier rang de l'aide qu'il apporte à l'Afrique. Cet engagement de la France est également sensible au sein de l'Union européenne et j'ai indiqué que, sous présidence française, nous serions particulièrement attentifs à faire en sorte que la mise en œuvre des accords du cycle de l'Uruguay ne comporte pas de conséquences négatives sur la Convention de Lomé, et pour que la demande de

déroger qui a été formulée soit acceptée. Nous y travaillerons, bien entendu. De même, nous veillerons à ce que Lomé IV et le Fonds européen de Développement soient maintenus à un bon niveau.

Enfin, la France agit au sein de la communauté internationale, auprès des institutions de Bretton Woods, on l'a vu à l'occasion de la dévaluation, au sein du G7, au sein de tous les organismes chargés de l'examen des problèmes de dette, et vous savez que nous avons, notamment au Club de Paris, proposé que la réduction des dettes, qui est de l'ordre de 50 %, soit portée aux deux tiers.

Prévention des conflits

Le troisième grand sujet, et celui sur lequel vraisemblablement la discussion est la plus ouverte, c'est tout le problème de la diplomatie préventive et de la prévention des conflits. Inutile de souligner la nécessité d'une telle réflexion. Vous avez tous en tête tous les conflits qui déchirent l'Afrique, et dont la plus grande partie d'ailleurs sont des conflits internes, comme ceci a été souligné par beaucoup d'intervenants au cours de la discussion d'hier soir et du déjeuner que nous avons eu encore aujourd'hui entre ministres. Il existe des mécanismes distincts, je pense notamment aux mécanismes mis en place par l'Organisation de l'Unité africaine. La plupart des ministres qui se sont exprimés ont manifesté leur attachement au rôle de l'OUA. Toute la question est de savoir comment peut suivre, en second lieu, la logistique, et quels sont les moyens à mettre en œuvre pour que ces mécanismes fonctionnent. Nous avons vu toutes les difficultés rencontrées cet été à l'occasion de l'intervention au Rwanda. Sur ce sujet, la réflexion est encore très préliminaire, si je puis dire : comment articuler le rôle de l'OUA, celui des Nations unies ? Quel rôle l'Europe peut-elle jouer, je pense en particulier à l'Union de l'Europe occidentale, pour développer les potentialités d'intervention rapide ? Quelles sont les responsabilités propres des pays africains ? Pourrions-nous aider dans la mise en place de la logistique, par le pré-stockage d'un certain nombre de matériels ? Il faudrait ensuite permettre une mobilisation plus rapide de forces en attente. Comment s'assurer que tout ceci se déroule sous un mandat international des Nations unies ou de l'Organisation de l'Unité africaine ? Sur tous ces sujets la discussion se lance. Il y a un intérêt manifeste chez tous les partenaires pour la poursuivre et je pense que ce sera un des développements les plus importants et les plus productifs de cette conférence, que d'approfondir toutes ces questions. Pour l'instant nous en sommes à la problématique, j'avais déjà eu l'occasion de le dire à certains d'entre vous dans des déclarations. Nous ne sommes pas arrivés ici avec un projet "clefs en mains", s'agissant de la prévention des conflits, mais avec simplement la volonté d'ouvrir des débats et de rechercher des solutions.

Voilà quelques réflexions préalables que je voulais faire, et je suis prêt maintenant à répondre aux questions que vous auriez sur le bout des lèvres.

Maroc

Q - Le Roi Hassan II était absent ce matin. Était-ce prévu ? Quelles étaient les raisons de cette absence ?

R - Sa Majesté Hassan II est à Biarritz, donc je suppose que sa participation aux travaux de la Conférence sera déterminante, indépendamment de ses propres contraintes. Je crois que le Premier ministre français doit d'ailleurs le rencontrer dans l'après-midi, mais je n'ai pas de jugement à porter sur l'emploi du temps du Roi du Maroc.

Rwanda

Q - Plusieurs responsables africains se sont étonnés de l'absence du Rwanda à cette conférence. En avez-vous parlé avec eux ?

R - Non, je n'ai rien entendu, et pourtant nous avons parlé longtemps avec la totalité de mes collègues. Cette question n'a pas été, je dois le dire, évoquée, du moins à mon niveau. J'ai eu l'occasion là aussi de dire pourquoi. Il semble que la situation au Rwanda n'est pas suffisamment décantée pour que l'on puisse avoir, dans le cadre de la conférence qui nous réunit aujourd'hui, un dialogue efficace. D'ailleurs, il y a eu des signaux un peu contradictoires qui ont été adressés par les autorités rwandaises quant à leur intention de participer à cette conférence. J'ajoute que la meilleure manière de trouver toute sa place dans cette conférence n'est pas de continuer à tenir sur la France des propos particulièrement agressifs. Ce n'est pas comme ça qu'on s'intègre dans une réunion d'amis. Il faut aussi en tenir compte. Et je noterai enfin que, lorsque je dis que le processus n'est pas suffisamment décanté, j'avais un exemple tout nouveau, c'est le refus, qui m'a un peu surpris, je dois le dire, mais qui a l'air très déterminé, des autorités de Kigali d'approuver la résolution du Conseil de sécurité prévoyant la mise en place d'un tribunal international pour juger les crimes de guerre. On avait reproché à la France en d'autres temps, de traîner les pieds en ce domaine, ce qui était tout à fait injustifié. Nous souhaitons que ce tribunal se mette en place et nous ne comprenons pas très bien pourquoi aujourd'hui il y a des objections à ce qu'il soit constitué. Voilà toute une série d'événements qui expliquent la situation d'aujourd'hui. Elle pourra évoluer demain.

Q - Êtes-vous prêts cependant à dialoguer avec les autorités rwandaises et à aller vers la normalisation de vos relations ?

R - Bien sûr, au fur et à mesure que les choses évolueront, nos sommes tout à fait prêts à dialoguer avec les autorités rwandaises. Je l'ai fait savoir à plusieurs reprises. Nous espérons qu'on pourra progresser dans cette voie.

Zaire

Q - Est-ce que vous trouvez normale la présence du maréchal Mobutu à Biarritz ?

R - Mais naturellement. Je trouve que là-dessus il ne peut pas y avoir deux poids et deux mesures. On a demandé à nos partenaires africains, depuis longtemps, d'évoluer dans le sens de la démocratisation. Ce qui signifie s'agissant du Zaire, qu'il y ait un partage du

pouvoir entre la mouvance présidentielle et l'opposition. Il se trouve que l'Assemblée, le Parlement de transition du Zaïre, a désigné un Premier ministre, que j'ai d'ailleurs reçu moi-même à Paris, qui appartient à la mouvance de l'opposition, et qui est en train de mettre en place, très courageusement, face à des difficultés sans nombre, un plan de redressement. Donc on a progressé dans la voie que la France avait souhaité que l'on empruntât. Il fallait bien en tirer les conséquences.

Force interafricaine de prévention des conflits

Q - Sur la force interafricaine, pourrait-on aller plus loin, à Biarritz, qu'une position de principe ? On évoque un rôle pour le Togo ?

R - Tout d'abord, je n'ai pas utilisé le mot de force interafricaine en ce qui me concerne, j'ai parlé d'une réflexion sur les moyens de développer la prévention des conflits.

Sur le fond, il est un peu prématuré de se prononcer, puisque la discussion au niveau des chefs d'Etat aura lieu cet après-midi. Je pense que demain, lors de la conférence de presse finale, le Président de la République pourra vous en dire plus. Moi je vous ai parlé aujourd'hui de la problématique telle que nous l'avons posée entre ministres.

Q - A propos de cette force, quels étaient les arguments les plus importants pour les Africains ?

R - Il y a beaucoup de questions qui se posent : sous quel mandat, sous quel commandement ? Ce qui m'a beaucoup intéressé hier dans la discussion autour de la table, c'est l'évocation, par un certain nombre de pays d'Afrique centrale, d'un projet d'accord entre eux sur un mécanisme de ce type, qui prévoirait l'existence d'unités spécialisées dans les armées de chacun de ces pays, qui pourraient être, un peu comme nous l'avons envisagé avec les Nations unies - excusez-moi d'utiliser ce vocabulaire un peu barbare - des modules de forces en attente. Donc, j'ai souhaité qu'on explore ce projet pour voir si cela peut donner des idées. On voit bien la question : il y a la diplomatie préventive, comment intervenir suffisamment en amont pour que les conflits ne se dégagent pas ? - et là je crois qu'il y a une idée qui s'impose dans toutes les discussions, c'est le rôle déterminant des Etats de la sous-région, chaque fois qu'il y a un conflit localisé. C'est vrai pour le Rwanda, c'est vrai pour la Somalie, c'est vrai dans d'autres cas encore. Puis, lorsqu'il faut intervenir sur le terrain, la question opérationnelle qui se pose est de savoir comment on réduit les délais. Comment faire pour ne pas se retrouver dans la situation où nous nous sommes trouvés au mois de mai-juin de cette année, avec une résolution du Conseil de sécurité décidant de l'envoi de 5 500 hommes sous casque bleu, et l'incapacité des Nations unies à réunir les 5 500 hommes avant six mois. Voilà la question à laquelle nous sommes très directement confrontés : quels systèmes monter pour que ce délai, qui est évidemment beaucoup trop long quand il y a une crise, puisse être ramené à un mois, voire à moins ? Il faut chercher les solutions, mais en tout cas la question est bien posée.

Rwanda

Q - Ne craignez-vous pas que la quarantaine imposée au Rwanda ne risque d'y renforcer les extrémistes ou ceux qui cherchent une revanche ?

R - Je sais que l'idée généralement répandue c'est que tout ce qui se passe au Rwanda est de la responsabilité de la France. Il ne faudrait pas quand même pousser trop loin dans cette voie. Il n'y a pas quarantaine - je vous ai dit que nous étions prêts à un dialogue. Il n'y a pas de droit acquis à venir siéger à la conférence des chefs d'Etat France/Afrique. Voilà. Il y a un processus qui se développe au fur et à mesure que la situation se décantera. Nous serons, bien entendu, tout à fait disposés à poursuivre le dialogue.

Q - La France s'est prononcée en faveur du jugement des responsables du génocide au Rwanda, mais aussi pour le respect des accords d'Arusha, y compris la reconnaissance d'un rôle pour certains membres du MRND, alors même qu'ils n'ont pas condamné le génocide. Est-ce compatible ?

R - Je ne vois absolument, en ce qui me concerne, aucune incompatibilité. Il y a toujours eu le double message de la France. Premièrement, on ne se sortira pas de cette crise à moyen terme, je ne parle pas du très court terme, sans un processus de réconciliation nationale. Et ça aussi, il suffit de parler avec n'importe quel ministre de la région pour s'en rendre compte. Il y a - je ne vais pas vous refaire un exposé que vous avez entendu vingt fois - mais la réalité dit qu'au Rwanda comme au Burundi, il est impossible d'arriver à un régime stable si on ne fait pas participer les deux ethnies au pouvoir. C'était la philosophie des Accords d'Arusha, il faut renouer d'une manière ou d'une autre avec cette philosophie. Dans le même temps, il est évidemment exclu d'associer au pouvoir des gens qui ont sur les mains le sang du génocide. Je ne vois pas où est la contradiction. La France a toujours été favorable à la création de ce tribunal international pour qu'il puisse juger les crimes qui ont été commis.

Q - Dans quel état d'esprit les autorités zairoises envisagent-elles un sommet régional ?

R - Cette idée a été lancée. Je crois que c'est dans l'état d'esprit que j'ai évoqué tout à l'heure, à savoir le rôle déterminant, chaque fois qu'il y a un conflit de ce type, des Etats de la sous-région, et cela est aussi dans l'esprit des Accords d'Arusha que je viens de rappeler à l'instant. Cela pose des problèmes : ou, comment ? Cela ne s'est pas encore vu, c'est aux pays de la région d'en décider.

Q - Le Président Mobutu est-il le mieux placé pour organiser ce dialogue ?

R - C'est aux pays de la région de le dire. Ce n'est pas à moi de porter un jugement. Ce qui est clair en tout cas, c'est que, où qu'ait lieu, et sous quelque forme qu'elle ait lieu cette conférence, je ne vois pas comment on pourrait se passer du Zaïre, qui a sur son sol des centaines de milliers, pour ne pas dire plus d'un million de réfugiés. Il doit bien entendu être partie prenante.

Ouganda

Q - Et l'Ouganda ? Pourquoi n'a-t-on pas invité l'Ouganda ?

R - Je ne suis pas sûr que l'Ouganda ait été candidat à venir, et nous dialoguons, bien entendu, et nous pensons que l'Ouganda doit avoir toute sa place dans la résolution des conflits. D'ailleurs, au moment de l'Opération Turquoise, nous avons un contact très suivi, avec les autorités ougandaises.

France - Afrique - problème de la dette

Q - M. le Président Bongo a demandé ce matin de remettre les compteurs de la dette à zéro ? Qu'en pense la France ?

R - La France a remis ses compteurs à elle à zéro. Vous savez qu'il y a eu des remises de dettes pour des sommes extrêmement importantes vis-à-vis des pays africains. Malheureusement, nous n'avons pas les clefs des compteurs des autres. C'est là qu'est le problème. Nous continuons à prôner, pour tous les pays les moins avancés en particulier, de larges réductions de dettes parce que c'est un des éléments de la sortie des crises.

Démocratie et développement

Q - La France rappelle son engagement en faveur de la démocratisation. Que pensez-vous des pays qui n'ont pas organisé d'élections ?

R - Quand je dis que chacun doit aller à son rythme, cela ne veut pas dire qu'il faut enterrer le processus démocratique. Il faut continuer, il faut progresser, et même si les élections - je le répète - ne règlent pas tout, parce qu'il y a eu là une sorte d'illusion collective, je n'en fais le reproche à personne, sur le thème "dès que les élections ont eu lieu, tout va bien". Les élections, même si elles ne règlent pas tout, sont un point de passage absolument indispensable dans le processus démocratique. Et nous conseillons vivement à tous ceux qui sont engagés dans un processus de transition, de déboucher le plus vite possible sur des élections, le cas échéant, sous contrôle international.

Q - La Banque mondiale décrit la situation au Cameroun comme désastreuse. Qu'en pensez-vous ?

R - On n'était pas habitué à ce langage de la part des experts de la Banque mondiale. On attendait de la part de la Banque qu'elle donne des conseils éclairés plutôt que de porter des jugements à l'emporte-pièce. Nous essayons de jouer tout notre rôle en conscience, avec les autorités camerounaises, pour que des mesures d'accompagnement de la dévaluation soient mises en œuvre sérieusement. Mais j'ai le sentiment que des progrès sensibles ont été effectués sur ce plan-là.

Q - Est-ce que le soutien de la France diffère selon que les chefs d'Etat sont francophones ou anglophones ?

R - C'est au peuple de chaque pays de choisir ses dirigeants.

Afrique du Sud

Q - Comment appréciez-vous l'intérêt porté par l'Afrique du Sud à cette Conférence, à laquelle elle assiste pour la première fois ?

R - Je crois que la présence de l'Afrique du Sud à ce XVIII^e Sommet est un des aspects forts de la vitalité de la Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique. Je l'ai oubliée tout à l'heure à propos du processus de démocratisation : voilà un exemple qui nous a à tous fait très chaud au cœur. Car au-delà même de la démocratisation, il y avait un enjeu encore plus important, qui était la fin de l'apartheid. Donc il est très important que l'Afrique du Sud soit présente. Elle peut jouer, elle joue déjà, un rôle essentiel dans toute l'Afrique australe et au-delà. J'ai eu un entretien très positif à Paris il y a trois jours avec mon nouveau collègue, M. Nzo, et la participation du Vice-Président Thabo Mbeki ici est un élément très positif.

Le ministre était hier soir à mon dîner, à la réunion de travail, et il était aujourd'hui au déjeuner que j'ai donné ; l'Afrique du Sud a participé.

Q - Est-elle intéressée par la force interafricaine ?

R - Elle est intéressée par la réflexion sur la prévention des conflits. Je le répète, je ne voudrais pas qu'on ramène la totalité du débat sur la prévention des conflits à la mise sur pied d'une force interafricaine. C'est un des éléments, sur lequel il faut encore réfléchir.

France - Afrique

Q - Le Président de la République a lancé un message pour que la politique de la France menée par son successeur à l'égard de l'Afrique soit aussi forte. Quelle est votre réaction ?

R - Cela dépendra du successeur. Si son successeur appartient à l'actuelle majorité, ce que je souhaite, je crois que le risque est nul. Car l'attention vers l'Afrique, d'une certaine manière la priorité africaine de la France, est une constante de notre politique étrangère depuis le début des années soixante. Ce n'est pas un gaulliste qui va manifester la moindre tiédeur sur ce sujet-là. C'est essentiel, parce que nous avons pour l'Afrique un intérêt affectif que, je crois, peu d'autres pays manifestent à travers le monde aujourd'hui, et parce qu'en plus, je considère que c'est de l'intérêt bien compris à la fois de l'Afrique et de la France. Il y a là un facteur capital pour notre crédibilité et toute notre frontière méridionale au sens le plus large du terme. Donc, la priorité africaine demeurera plus présente que jamais, j'en suis convaincu.

Q - Approuvez-vous ses critiques de la Banque mondiale ?

R - Nous avons toujours souhaité, et c'est un message que le gouvernement français a fait passer, à l'occasion de la dévaluation, que, dans les conditionnalités de l'aide de la Banque mondiale, on prenne en compte véritablement, de manière peut-être un peu plus fine que nous ne l'avons fait par le passé, la situation de chaque pays. L'un de mes interlocuteurs, vous devinez facilement lequel, disait hier soir qu'on ne va pas demander à un pays qui a subi pendant dix-sept ans un régime marxiste-léniniste, d'aller aussi vite en mar-

tière éco
pays da
interron

Fran

Q
nait se
que vo

R -
une ce

BIARF

Com
d'A
étra

Fra

Q -
mécan
que la
d'une
torieus
gérie ?

R -
nos vi
depuis
tèmes
camp
jeunes
raison
électio
les éle
rités,
équilib
le fait

Pre

Q
ploma
d'une

R
pu p
nistr
contr
s'est
du C
l'ache
mai,
sur le
mois.
essay
l'on p
cela
rôle c
avec
l'Euro
dans
tons

tière économique, ni même en matière politique, qu'un pays dans lequel la tradition démocratique n'a pas été interrompue.

France - Rwanda

Q - Un journal anglais a écrit que la France entraînait secrètement d'anciens militaires rwandais. Est-ce que vous avez un commentaire à ce sujet ?

R - Cela confirme la chaude amitié que nous porte une certaine partie de la presse anglophone à ce sujet.

BIARRITZ, 8 NOVEMBRE 1994

Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique - Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux radios

France - Afrique - démocratie et développement

Q - Vous avez dit que la démocratie reposait sur le mécanisme électoral. Mais en même temps, vous dites que la démocratie ne doit pas se faire au détriment d'une minorité qui serait menacée par une majorité victorieuse à des élections. Vous visez certainement l'Algérie ?

R - Non. Je ne vise personne en particulier. Dans nos vieilles démocraties, où la démocratie est ancrée depuis des décennies maintenant, et où il y a des systèmes institutionnels très perfectionnés, la victoire d'un camp n'aboutit pas à l'élimination de l'autre. Dans les jeunes démocraties, ce risque existe parfois, et c'est la raison pour laquelle je disais : la démocratie ce sont les élections, mais c'est aussi tout ce qui se passe après les élections, c'est la nécessité de respecter les minorités, leurs droits, de bâtir un état de droit, d'avoir un équilibre des pouvoirs. Donc ça n'est pas simplement le fait de déposer un bulletin dans l'urne.

Prévention des conflits en Afrique

Q - Est-ce que ce sommet sera donc celui de la diplomatie préventive, et notamment de l'établissement d'une force ?

R - C'est un des grands sujets de discussion, et j'ai pu percevoir, dans mes travaux avec mes collègues ministres des Affaires étrangères, à quel point cela rencontraient leur intérêt. Tout le monde a en mémoire ce qui s'est passé cette année avec le Rwanda : une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant l'acheminement de 5 500 casques bleus dès le mois de mai, et au mois de juillet, rien sur le terrain, personne sur le terrain, on nous a annoncé qu'il fallait encore six mois. C'est à ce genre de problème que nous voulons essayer de porter remède. Comment faire en sorte que l'on puisse réagir plus vite, avec plus d'efficacité ? Alors cela soulève beaucoup de questions : quel doit être le rôle de l'Organisation de l'Unité africaine, quel est le lien avec les Nations unies, est-ce que l'Europe, l'Union de l'Europe occidentale en particulier, peut jouer un rôle dans l'équipement des forces en attente ? Nous débattons de tout cela, et la constitution éventuelle d'une

force interafricaine est un des moyens de répondre aux problèmes de notre temps.

France - Afrique

Q - Dans son discours, le Président Mitterrand a demandé à son successeur de conserver des liens aussi denses avec l'Afrique ? Pour vous, le successeur de François Mitterrand saura-t-il conserver cette relation très spécifique de la France avec le Continent ?

R - J'appartiens à une formation politique qui, depuis longtemps, depuis le début des années soixante, depuis le retour au gouvernement du Général de Gaulle, a toujours fait de ses relations avec l'Afrique une des priorités fortes de sa politique étrangère. Et nous avons bien l'intention que cela demeure. Pourquoi ? Parce qu'il y a entre l'Afrique et la France - on le voit bien ici dans le climat qui règne, dans cette convivialité, de chaleur, de compréhension très rapide des problèmes entre nous - il y a un lien affectif très fort. Et puis ensuite, parce que c'est notre intérêt. C'est l'intérêt de l'Afrique et c'est l'intérêt de la France que ce continent puisse avoir accès, comme l'a dit le Président de la République, au droit à la paix, au droit au développement et au droit à la démocratie.

Q - Il n'y a pas de politique de droite ni de gauche vis-à-vis de l'Afrique ?

R - Quand on cherche ici ou là, on pourrait peut-être en trouver, mais je crois qu'il y a en France un très large consensus. Je rappelle que c'est la France qui est le pays au monde qui fait proportionnellement, et même en valeur absolue, le plus d'efforts pour l'Afrique. Nous avons bien l'intention de continuer, parce que c'est une responsabilité à laquelle nous tenons.

PARIS, 9 NOVEMBRE 1994

Union européenne - Réponse du ministre délégué aux Affaires européennes, M. Alain Lamassoure à une question d'actualité à l'Assemblée nationale

Politique européenne de la France - UEM - mise en œuvre de la troisième phase du traité sur l'Union européenne

Q - (Sur la politique européenne de la France et les futures évolutions de l'Union)

R - Monsieur le Député,

Je vous remercie de cette question, qui va permettre de faire apparaître où sont les véritables contradictions dans le domaine de la politique européenne.

Depuis dix-huit mois, le gouvernement, en parfait accord avec la totalité de sa majorité, ici présente, a mené une politique européenne et une politique économique tout entières tendues vers la relance de l'emploi et la croissance économique avec la perspective de l'union économique et monétaire. Toute la législation économique votée par cette assemblée tend vers cet objectif.

La majorité a voté la loi sur l'autonomie de la Banque